

Postulat : « Pour que les citoyens de la Tour-de-Peilz puissent débattre et voter à titre consultatif sur la politique à mener en matière de fusion régionale et que la Municipalité étudie avec celle de Vevey, et éventuellement d'autres communes, l'organisation d'un vote consultatif simultané dans les communes intéressées ».

La Riviera devra faire face ces prochaines années à de nombreux défis dans les domaines de la mobilité et des transports, de l'aménagement du territoire, du logement, du développement des places de travail, des investissements scolaires et parascolaires, des infrastructures sportives, de la sécurité publique, de la culture, etc. La collaboration régionale à travers quelque 80 organismes intercommunaux atteint aujourd'hui ses limites. Cette multitude d'organismes correspond-elle encore à la réalité d'une agglomération aujourd'hui encore divisée en 10 communes et où vivent 80.000 habitants dans un espace socio-économique commun ? Ne faut-il pas songer à adapter les institutions actuelles afin d'obtenir une gestion plus efficiente, des responsabilités moins diluées et des processus démocratiques plus transparents ? Le récent audit de la Cour des comptes sur les associations de communes est à ce titre explicite en relevant nombre de dysfonctionnements. La Conférence des syndicats de la Riviera était bien consciente de cette problématique puisqu'elle a initié de son propre chef une « Etude d'opportunité et de faisabilité d'une ou plusieurs fusions et/ou d'une gouvernance régionale au sein des dix communes de la Riviera ». Or cette étude présentée en début d'année n'amène aucune solution concrète. Elle manque singulièrement d'ambition et les sondages auprès de la population sont noyés, voire biaisés selon certains, par un grand nombre de réponses et de scénarios potentiels.

La réflexion sur une fusion à l'échelle régionale est aujourd'hui abandonnée au profit d'une hypothétique gouvernance régionale qui ne ferait qu'ajouter une couche supplémentaire aux déjà trop nombreuses institutions intercommunales. De leur côté, les communes de Saint-Légier et Blonay envisagent une fusion entre elles seules. Les cartes seraient ainsi rebattues. Faut-il alors rester passifs ? Si on suscite le débat au niveau des citoyens et qu'on les consulte, on pourrait enfin connaître leur opinion et ainsi mieux préparer l'avenir de la Riviera ?

A Vevey, des conseillers communaux ont relancé à la fin août cet important débat de fond sur l'avenir de la Riviera en estimant qu'il ne doit pas rester confiné au seul niveau des syndicats. C'est ainsi que des membres du Parti libéral-radical, du Parti démocrate-chrétien, du Parti socialiste, des Verts et de Décroissance Alternatives souhaitent susciter un débat au sein de la population. Et ils demandent dans un postulat renvoyé à la Municipalité que les citoyennes et citoyens puissent enfin s'exprimer sur l'intérêt qu'ils portent, ou non, au lancement d'un processus de rapprochement menant à la création d'une seule commune sur la Riviera. C'est ainsi que les postulants veveysans souhaitent que la Municipalité étudie activement la possibilité d'organiser dans les 24 mois une consultation auprès des citoyennes et citoyens. Ils suggèrent deux questions :

- 1. Au vu des enjeux auxquels devra faire face notre région, êtes-vous favorable à une fusion des 10 communes de la Riviera .*
- 2. Au cas où certaines communes ne souhaiteraient pas une fusion à 10, seriez-vous pour une fusion partielle avec celles prêtes à s'engager ? (question subsidiaire)*

Ce mouvement initié dans la commune de Vevey ne peut laisser indifférent et sans réaction la commune voisine de La Tour-de-Peilz. C'est donc pour cette raison que les signataires ci-dessous demandent également sous forme d'un postulat que : **« les citoyens de la Tour-de-Peilz puissent débattre et voter à titre consultatif sur la politique à mener en matière de fusion régionale et que la Municipalité de La Tour-de-Peilz étudie avec celle de Vevey, et éventuellement d'autres communes, l'organisation d'un vote consultatif simultané dans les communes intéressées ».**